

La Via Campesina: Appel pour Durban

Les paysans, les paysannes et les peuples indigènes disposent de milliers de solutions pour faire face au réchauffement climatique !

La Via Campesina appelle les mouvements sociaux et l'ensemble de la population à se mobiliser partout dans le monde

Le mouvement international paysan La Via Campesina et son organisation-membre sudafricaine Landless Peoples Movement (Mouvement des Paysans Sans-terre) se mobilisent pour la 17^{ème} Conférence des Parties (COP 17) de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC) qui se tiendra à Durban en Afrique du Sud, du 28 novembre au 9 décembre 2011.

Des caravanes de paysans et paysannes africain(e)s, partiront du Mozambique, de la Tanzanie, du Zimbabwe et d'autres pays pour converger à Durban pour rejoindre d'autres agriculteurs et représentants de mouvements sociaux afin de réclamer la justice climatique.

Les femmes paysannes africaines membres de La Via Campesina, participeront à la 2^{ème} Assemblée sud-africaine des femmes rurales, du 30 novembre au 2 décembre, à Durban (organisée conjointement notamment par La Via Campesina – Région Afrique 1, TCOE, Women on Farms Project, Lamosa, ESAFF, UNAC, Namibian National Farmers Union etc.).

La Via Campesina participera également à la **Journée Mondiale d'Action qui aura lieu le 3 décembre**, au cours de laquelle, en collaboration avec des centaines d'autres activistes, elle manifesterà pour la justice climatique.

La Via Campesina ainsi que d'autres mouvements paysans et de producteurs en Afrique invitent également toutes organisations, alliés et activistes à participer à une Journée spéciale pour l'Agroécologie et la Souveraineté Alimentaire, le 5 décembre à Durban et à travers le monde (co-organisée par ESAFF régional, ESAFF Uganda, ESAFF Zimbabwe, ROPPA, TCOE, Surplus People Project, etc.)

Les négociations sur le climat ont été détournées de leur objectif pour devenir de simples négociations mercantiles

Lors de la conférence COP 16 à Cancun (Mexique), la majorité des gouvernements du monde - à l'exception notable de la Bolivie – se sont assis autour de la table non pas pour trouver une réponse efficace au changement climatique, mais plutôt pour parler gros sous avec les grandes sociétés multinationales qui font trafic de fausses solutions au changement climatique, proposant des fausses mesures comme le programme REDD et autres marchés du carbone, ou encore le développement d'agrocarburants et d'OGM. Ils ont transformé les négociations sur le climat en une immense place de marché où seuls le profit et la spéculation comptent.

De concert, nos différents gouvernements ont fait comme si de rien n'était, fermant les yeux sur l'urgence d'une situation qui condamne l'Afrique et l'Asie du Sud à être littéralement incinérées par l'augmentation des températures. Et, bien sûr, les premières victimes de ces changements climatiques seront les paysannes et les paysans de ces deux continents, puisque l'augmentation des températures crée un environnement encore plus défavorable aux récoltes, au bétail et à la survie des êtres humains. La majorité des gouvernements a choisi d'ignorer les Principes de Cochabamba qui posent pourtant un cadre clair pour élaborer des réponses au changement climatique et protéger notre Terre Mère.

Dans le système climatique actuel, les pays développés et les grandes entreprises polluantes, pourtant historiquement responsables de la plus grande partie des émissions de gaz à effet de serre, se voient accorder toutes les dérogations et trucages de chiffres possibles afin de leur éviter d'avoir

à réduire leurs émissions. Ainsi, le système des marchés d'émission-carbone et les mécanismes de compensation permettent aux pays industrialisés et aux entreprises de continuer à consommer des ressources et à polluer comme avant, tout en payant des petites sommes, sans commune mesure avec la réalité de leur impact sur le climat, dans le but d'aider les populations pauvres des pays en développement à réduire leurs émissions. En réalité ces entreprises font deux fois du profit : d'une part en continuant à polluer et d'autre part en vendant des fausses solutions aux États. Pendant ce temps là, des initiatives présentées comme étant une solution au problème climatique, comme le programme REDD, dépouillent les populations pauvres de la plupart de leurs différents droits en matière d'usage des ressources naturelles : ils ne peuvent plus accéder aux forêts communautaires. Au même moment, des grands groupes financiers apparaissent sur le marché foncier et y accaparent d'immenses territoires fertiles, dont ils expulsent les agriculteurs afin d'y pratiquer la monoculture ou pour spéculer sur les marchés des crédits d'émission carbone.

Nous connaissons les principales sources d'émissions qui altèrent le climat : elles sont générées par les multinationales agroalimentaires qui imposent une agriculture industrielle essentiellement tournée vers l'exportation et la production d'agrocarburants. Mais elles sont aussi le fruit d'un système de transports uniquement basé sur la voiture individuelle, au détriment des transports en communs. Enfin, elles sont causées par les activités industrielles polluantes et prédatrices de ressources pratiquées par les différentes entreprises multinationales. Si nous ne parvenons pas à imposer des engagements réels et contraignants qui forceront les pays développés à changer ce système, alors nous échouerons à prévenir l'incinération effective de nos terres agricoles et la destruction de notre capacité à nourrir le monde.

Les chiffres sont unanimes ; ce sont nous, les paysans et paysannes travaillant sur de petites exploitations qui produisons aujourd'hui la vaste majorité des aliments consommés sur la planète. Or aujourd'hui, nous, et la nourriture que nous produisons, sommes mis en danger par les changements climatiques et l'augmentation des températures. Les dates de semis deviennent imprévisibles tandis que les sécheresses, les ouragans et les moussons deviennent plus intenses.

A l'inverse – et encore une fois les chiffres sont unanimes – c'est nous qui détenons les clés des solutions les plus importantes, efficaces et scientifiquement prouvées face au changement climatique, à travers nos systèmes de production locale d'aliments selon des méthodes agroécologiques, produits par des paysannes et des paysans, selon les principes de la souveraineté alimentaire.

A lui seul, le système de transport d'aliments sur de longues distances, qui est à la base du système alimentaire mondial capitaliste, est responsable d'au moins 44% des émissions totales de gaz à effet de serre. Ces aliments pourraient facilement être cultivés localement. Mais l'agriculture détruit également le climat par l'usage excessif de ressources fossiles comme le pétrole et les intrants chimiques dérivés du pétrole. Le modèle de production est basé sur la monoculture et les pratiques industrielles, il engendre la déforestation et la destruction des écosystèmes en vue de la réalisation de plantations industrielles aboutissant à des "déserts verts".

Nous pouvons réduire drastiquement voire même éliminer ces émissions en transformant le système alimentaire sur la base de la souveraineté alimentaire, c'est à dire en produisant localement pour une consommation de proximité un production durable variée basée sur les familles et les communautés paysannes.

L'agroécologie n'est pas à vendre !

Nous rejetons toutes les tentatives pour étendre le marché des émissions carbone et des mécanismes de compensation de type REDD aux systèmes de puits de carbone, même quand ces initiatives sont déguisées par la Banque Mondiale sous la forme de mesures de soutien aux petites exploitations agroécologiques ou bien à une "Agriculture respectueuse du climat". Les raisons de ce refus sont les suivantes :

- Tout comme c'est le cas du REDD pour les forêts, le carbone de nos sols deviendra

majoritairement la propriété d'entreprises polluantes du Nord. On nous demande tout simplement de vendre et de privatiser notre carbone.

- Le marché volontaire des puits de carbone ne sera rien d'autre qu'un nouvel espace pour la spéculation financière, ce qui veut dire que tant que les agriculteurs ne toucheront que quelques centimes, les spéculateurs amasseront des profits substantiels.
- Il s'agit simplement d'une nouvelle façon pour les pays et industries polluants de se soustraire à leurs véritables obligations en matière de réductions réelles d'émissions.
- C'est également un moyen pour déplacer l'attention portée aux émissions massives de carbone produites par l'agriculture industrielle et l'agrobusiness, surtout dans les pays du Nord, afin de transférer le fardeau de la réduction des émissions sur les épaules des paysans du Sud, alors que rien n'est fait pour réduire les émissions causées par l'agriculture industrielle.
- Si nous paysannes et paysans, signons un accord sur les puits de carbone, nous allons perdre notre autonomie et le contrôle sur nos systèmes agricoles. Ce seront des bureaucrates de l'autre côté de la terre, des gens qui ne connaissent rien à nos sols, à nos pluies, à nos pentes, à nos systèmes alimentaires locaux, à notre économie familiale, etc., qui décideront des méthodes agricoles que nous devons utiliser ou ne pas utiliser.
- L'agroécologie procure une somme de bienfaits pour l'environnement et les moyens d'existence des paysans. Par contre, en réduisant la contribution des pratiques agroécologiques à la seule valeur du carbone séquestré, non seulement on dévalue les autres bénéfices de ces pratiques, mais on peut également créer des incitations perverses à altérer ces pratiques (et ouvrir la porte aux technologies telles que les OGM) dans l'unique but de maximiser le carbone plutôt que de valoriser les autres apports de l'agroécologie.
- Cette initiative est inséparable de la tendance néolibérale à vouloir convertir absolument tout (la terre, l'air, la biodiversité, la culture, les gènes, le carbone, etc.) en *capital*, lui attribuant une valeur monétaire qui permet ensuite de négocier ces éléments sur un marché spéculatif quelconque.
- Si la valeur actuelle - relativement faible - du carbone séquestré devait augmenter sur le marché spéculatif, cela pourrait générer une nouvelle course à l'accaparement des terres afin de s'emparer des crédits pour les puits de carbone, étant donné que la concentration des terres est un prérequis si l'on veut rendre rentables les crédits liés au puits de carbone.

Comment l'Agroécologie devrait être soutenue par les politiques publiques

- Soutenir les programmes de formation de paysan-à-paysan gérés par les organisations paysannes
- Soutenir les écoles de formation en agroécologie gérés par les organisations paysannes
- Mettre fin à toutes les subventions directes et indirectes à l'agriculture industrielle
- Bannir les OGM et tous les produits chimiques agricoles dangereux
- Fournir des crédits à la production aux agriculteurs qui produisent de manière agroécologique
- Réorienter les appels d'offres publics pour la fourniture d'aliments aux hôpitaux, écoles, etc., vers l'achat à un prix équitable d'aliments écologiques produits par des petits producteurs
- Soutenir les marchés de producteurs écologiques pour la vente directe aux consommateurs
- Transformer les cursus de formation agricoles afin de les concentrer sur l'agroécologie et la

méthodologie du transfert de connaissances de paysan-à-paysan

- Créer des incitations en vue d'établir un prix de vente équitable pour les aliments locaux produits de manière écologique
- Etc.

Engagements de La Via Campesina

Alors que nous ne cessons d'exiger de nos gouvernements qu'ils prennent la question du changement climatique à bras-le-corps, nous nous engageons à bâtir l'agroécologie et la Souveraineté Alimentaire depuis la base. Nous nous engageons en faveur des mesures concrètes suivantes:

1. Nous allons continuer à renforcer le mouvement pour l'agroécologie à la base afin de nous adapter aux changements climatiques en cours.
2. Nous nous efforcerons de "garder le carbone dans le sol et dans les arbres" dans les territoires sous notre contrôle, en promouvant les pratiques agroforestières, la plantation d'arbres, la conservation de l'énergie, mais aussi en luttant contre l'accaparement des terres par les entreprises minières et les plantations industrielles.
3. Nous allons continuer à faire pression sur les gouvernements à tous les niveaux afin qu'ils adoptent la souveraineté alimentaire comme étant la solution au changement climatique.
4. Nous allons poursuivre la lutte contre l'inclusion de l'agriculture paysanne et de l'agroécologie dans les mécanismes des marchés du carbone.
5. Nous allons poursuivre notre lutte pour la réforme agraire afin que la terre soit redistribuée aux paysannes et aux paysans qui pratiquent une agriculture durable et contre toute usurpation de terres.
6. Nous allons construire un puissant mouvement qui fera entendre la voix des paysans et des paysannes et nous seront présents avec d'autres secteurs de la société civile à la conférence climatique COP-17 de Durban ainsi qu'à la Conférence de Rio +20 au Brésil. Nous y porterons le message comme quoi nous nous opposons aux fausses solutions proposées pour soi-disant lutter contre le changement climatique et nous exigerons l'adoption des Principes de Cochabamba. Nous mettrons en avant les bénéfices de l'agriculture paysanne durable et de la souveraineté alimentaire en tant que principales et réelles solutions pour lutter contre le changement climatique.

Non à l'accaparement des terres au nom du climat !

Notre carbone n'est pas à vendre !

L'agriculture paysanne n'est pas à vendre !

Les méthodes de production agroécologiques des petits paysans refroidissent la planète !

Globalisons la lutte ! Globalisons l'Espoir !